

Association des Etudiants Réunionnais de Paris
Maison des associations du XIIème
181, avenue Daumesnil 75012 Paris



RAPPORT D'ÉTUDE

ENQUÊTE SUR LA MOBILITÉ DES JEUNES ULTRAMARINS

Novembre 2013

<i>Ont participé à cette étude:</i>	Enquête sur la mobilité des jeunes ultramarins	<i>Rédacteurs:</i>
<ul style="list-style-type: none">- M. Franck HOARAU- Melle Maeva OYHAGARAY- M. Anaël ICHANE- M. Julien COLLET		M. Franck HOARAU Melle Maeva OYHAGARAY
		AERP – Novembre 2013

Ont participé à cette étude :

M. Franck HOARAU

Président de l'Association des Etudiants Réunionnais de Paris (AERP)

Melle Maeva OYHAGARAY

Chargée de mission au sein de l'AERP

M. Anaël ICHANE

Chef de projet au sein de l'AERP

M. Julien COLLET

Responsable web au sein de l'AERP

Ont participé à la rédaction de ce document :

M. Franck HOARAU, Melle Maeva OYHAGARAY

Introduction

Département français d'outre-mer, la Réunion connaît, de part son insularité entre autres, une situation sociale et économique spécifique, présentant des avantages mais aussi des difficultés impactant directement sa population. Les 15-25 ans, en particulier, se retrouvent face à des situations d'impasse qui conditionnent leurs choix, personnels et professionnels.

En outre, dans une île où plus d'un jeune sur deux est au chômage, les opportunités offertes par la mobilité (possibilité de suivre des cursus inexistantes à la Réunion, d'accéder à un bassin d'emploi plus riche...) représentent des facteurs d'incitation à la mobilité.

Ainsi, chaque année à la Réunion, selon les chiffres de l'INSEE¹, plus de 5.000 jeunes quittent leur département pour compléter leur formation ou rechercher un emploi. Paris et les importantes villes de province, parmi lesquelles Toulouse, Bordeaux et Montpellier, sont les destinations les plus prisées.

Si, de prime abord, au vu de l'étroitesse des opportunités locales notamment, la mobilité apparaît comme une solution efficace, elle induit, d'un autre côté, de nouvelles problématiques pour les jeunes. Perte des repères, environnement nouveau, décalage culturel, mode de vie bouleversé, éloignement des centres d'intérêt matériel et affectif, confrontation à d'éventuelles situations de discrimination, sont autant de facteurs influents sur l'insertion sociale et professionnelle des jeunes.

Face à ce constat, l'**Association des Etudiants Réunionnais de Paris (AERP)** a mené une enquête sur la mobilité des jeunes ultramarins : qui sont ces réunionnais en mobilité ? quels sont leurs projets ? à quelles difficultés sont-ils confrontés au quotidien ? le fait d'être originaire de la Réunion représente-t-il un atout, ou un handicap ? et quelles sont leurs pistes pour améliorer la situation ?

Ce rapport présente les résultats de cette enquête, menée en toute humilité auprès d'une centaine de réunionnais en mobilité. Loin d'être exhaustive, cette étude apporte néanmoins un éclaircissement pertinent sur les problématiques réelles de la jeunesse ultramarine, et propose, pour chaque thème abordé, une liste d'axes d'amélioration, proposés par les jeunes eux-mêmes.

1 : INSEE, « Mission de coordination de la mobilité », 2009

Remarques préliminaires

Le 31 octobre 2013, l'Association des Etudiants réunionnais de Paris (AERP) a mis en ligne un questionnaire s'adressant aux étudiants et jeunes actifs ultramarins vivant en France métropolitaine (Paris et province).

Ce questionnaire a eu pour objectif de recueillir le ressenti et le retour d'expérience des étudiants et jeunes actifs ultramarins sur les principales questions liées à la mobilité : préparation du départ, accueil à l'arrivée, logement, finances, intégration sociale, insertion professionnelle, projets d'avenir. Surtout, un espace de libre expression permettait au sondé de remonter ses doléances et d'exposer les solutions qu'il préconiserait pour y remédier.

Ainsi, grâce à ces témoignages, l'AERP a l'opportunité de dégager non seulement les points forts et les difficultés rencontrées, mais aussi de proposer des solutions, en vue d'améliorer le processus de mobilité et d'en faire un atout pour la jeunesse d'aujourd'hui et de demain.

Description du questionnaire et nombre de questionnaires traités

Le questionnaire se partage en six grands thèmes :

- 1. Le Départ**
- 2. L'Accueil et l'Installation**
- 3. Le Logement**
- 4. Les Finances**
- 5. L'Adaptation et l'insertion sociale**
- 6. Les Études et l'Insertion professionnelle**

Ces thèmes, par leur diversité, permettent d'aborder et cerner l'ensemble des problématiques principales rencontrées lors de la mobilité.

L'AERP a décidé d'étudier une centaine de questionnaires (106 pour être précis). Compte-tenu du nombre de jeunes Réunionnais qui quittent leur île chaque année (environ 5,000), étudier une centaine de questionnaires n'est vraisemblablement pas représentatif de la réalité.

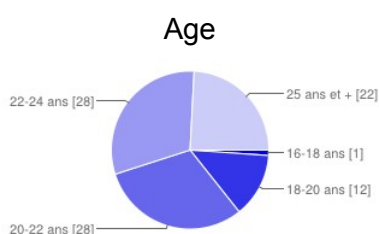
Toutefois, cette initiative totalement innovante permet d'avoir, pour la première fois, une idée plus précise du ressenti des jeunes ultramarins en mobilité en Métropole.

Analyse des données

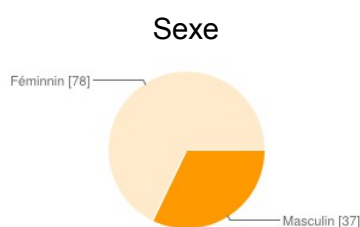
1/ Informations générales

Profil des sondés

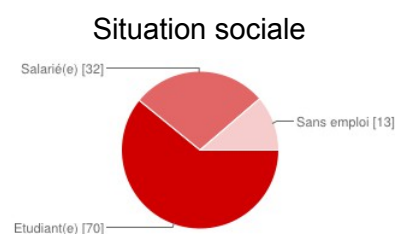
Les répondants sont des jeunes, âgés entre 16 et 30 ans, originaires de la Réunion et vivant en France métropolitaine (Paris et province). Si un quart des sondés sont salariés, ils sont majoritairement étudiants (62%).



Entre 16 et 30 ans



69% de femmes, 31% d'hommes



- Etudiants: 62%
- Salariés: 25%
- Sans emploi: 12%

Localisation géographique

Les régions choisies pour étudier ou pour s'insérer sur le marché du travail sont très variées.

Les Réunionnais se trouvent, certes, majoritairement en région parisienne, mais aussi dans diverses villes provinciales. On retrouve, par exemple, des sondés habitant Lille, Lyon, ou en Bretagne.

Toutefois, il convient de préciser que les villes choisies sont, en général, des agglomérations urbaines importantes et classées parmi les huit premières de France.

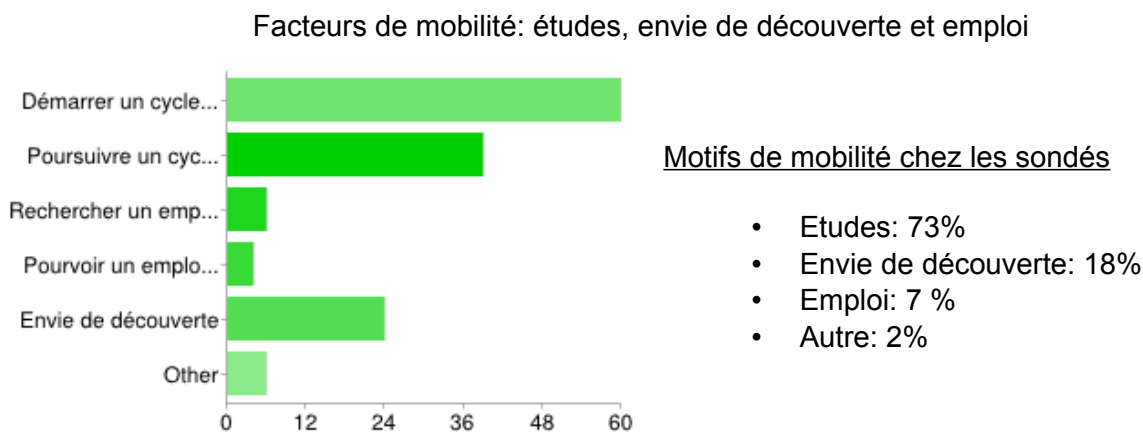
2/ Le Départ

La thématique « Départ » regroupe des questions relatives aux motifs du départ, aux émotions rattachées à la perspective d'un départ, et la complexité des démarches administratives nécessaires au départ.

Les raisons du départ

Les raisons du départ sont, par ordre d'importance :

1. **Démarrer un cycle d'études** (Post-bac, formation professionnelle) pour **44%** des sondés
2. **Poursuivre un cycle d'études** (Admission Bac +2/3, formation continue) pour **29%** des sondés
3. **Recherche ou pourvoir un emploi** pour **7%** des sondés

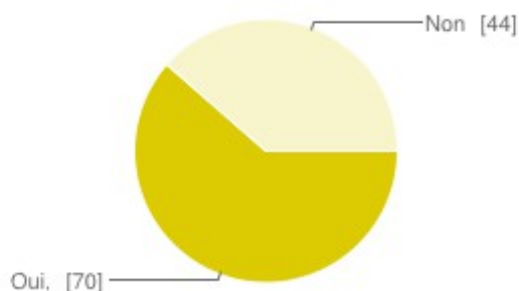


Ce qui est surprenant ici est que les facteurs «recherche d'emploi » et «pouvoir un emploi » sont loin d'être des raisons principales et suffisantes pour quitter l'île. En effet, seules 7 personnes sur 100 ont évoqué ces raisons pour justifier leur départ. En revanche, « suivre une formation » (débuter ou poursuivre un cycle) est la raison pour laquelle 73% des sondés ont quitté leur île.

Appréhension de la mobilité

Pour près de deux sondés sur trois, quitter la Réunion n'a pas été pas un choix, mais une obligation. En effet, à la question : « Avez-vous été obligé de quitter la Réunion ? », 59% répondent « oui ».

- « Avez-vous été obligé(e) de quitter la Réunion? »

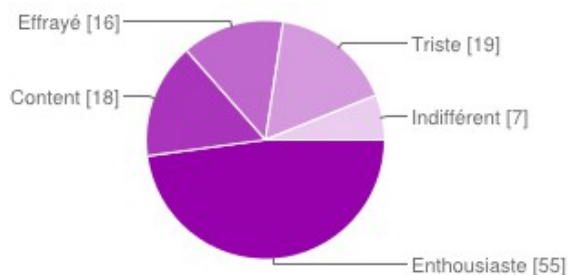


59 % des sondés affirment avoir quitté la Réunion par obligation

Toutefois, cette « mobilité obligée » n'est pas systématiquement synonyme de « mobilité subie », car « l'envie de découverte » se retrouve aussi chez 18% des sondés ayant été contraints de quitter leur île.

Cela signifie donc qu'*il y existe, au-delà de l'aspect contraint de la mobilité, un certain enthousiasme à quitter la Réunion* comme l'indique le pourcentage de personne ayant répondu « enthousiaste » (51%) et « content » (14%) à la question : « à l'idée de vous expatrier, vous étiez ? ».

Appréhension de la mobilité (sentiment prédominant)



Sentiment prédominant au départ :

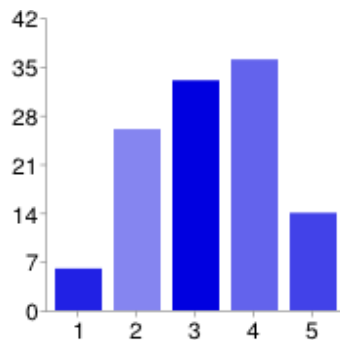
- Enthousiaste: 48%
- Content: 16%
- Effrayé: 14%
- Triste: 19%
- Indifférent: 6%

La mobilité ne fait donc pas si peur et elle le ferait encore sûrement moins si les jeunes étaient mieux préparés et aidés à l'affronter.

Les démarches administratives

Les choses se compliquent au moment des démarches administratives liées au départ. Le formulaire proposait d'évaluer, sur une échelle de 1 (simples) à 5 (très compliquées), ces démarches administratives. Sans surprise, le nombre de réponse était concentré sur les chiffres 3 et 4.

Les démarches administratives nécessaires à votre départ ont été...



1: simples
5: compliquées

Remontées des doléances

Les répondants ont alors eu l'occasion de préciser en quoi ces démarches étaient compliquées. Les doléances sont redondantes : le flou et **le manque d'informations autour des organismes** aidant au départ (LADOM, Conseil Général, Conseil Régional...), **le manque d'aides financières, l'inaccessibilité des billets d'avion** au regard de leurs tarifs et le **manque de communication** de ces organismes.

L'organisme LADOM est celui qui recueille le plus de critiques. Tout d'abord, il est laborieux d'engager la procédure « passeport-mobilité » lorsqu'on y a droit. Ensuite, les délais sont parfois très justes. Plusieurs étudiants (notamment ceux issus des classes préparatoires aux grandes écoles) ont soulevé un problème majeur. Le temps d'attente entre l'annonce des résultats finaux d'admission et la réelle intégration d'une école est très court. Les billets ne peuvent pas être pris en charge par LADOM, qui estime ne pas avoir le temps de traiter le dossier. Parfois, de véritables bras de fer s'engagent alors pour accélérer la procédure et pouvoir ainsi partir à temps. De plus, LADOM exige un certificat d'inexistence de la filière dans laquelle on commence ou on poursuit des études et cette attestation nécessite un certificat de scolarité de l'université d'accueil en Métropole. Or, pour une première inscription, on doit être sur place – et donc avoir pris l'avion - pour s'inscrire. Cependant, si on a pas les moyens de financer son billet d'avion sans LADOM, on ne peut se rendre sur place pour l'inscription et avoir un certificat d'inscription et *a posteriori* un certificat de non existence, sans lequel LADOM refuse de lancer tout dossier, ce qui pose problème à de nombreux expatriés.

N.B.: Les difficultés liées au logement et aux finances seront abordées plus loin dans ce rapport.

Solutions proposées par l'AERP pour faciliter le Départ

RASSURER les jeunes en partance (mobilité contrainte ou choisie)

- Développer le **Réseau ALBIUS**, plateforme web développée par l'AERP qui met en relation des étudiants de la Réunion porteurs d'un projet de mobilité et des étudiants déjà installés: préparation sereine du départ
- Favoriser les retours d'expérience des jeunes en mobilité: donner l'envie par l'exemple

SIMPLIFIER les démarches administratives

- Concentrer les informations en une seule place, matérielle et/ou immatérielle: offrir un catalogue exhaustif des aides disponibles (tout organisme confondu)
- Réunir dans un guide explicatif l'ensemble des démarches nécessaires à un départ: transfert de dossier, couverture maladie, assurance...
- Promouvoir l'existence d'associations réunionnaises dans les différentes régions de France depuis la Réunion: assurer une continuité dans le suivi des jeunes

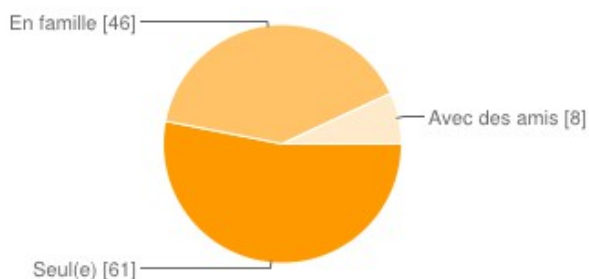
3/ Accueil / Installation

La thématique “Accueil / Installation” regroupe des questions relatives aux conditions du départ, au choix de la ville d'accueil ainsi qu'aux démarches nécessaires à une installation dans une nouvelle ville.

Conditions du départ: voyager seul ou accompagné?

Il apparaît que le voyage à destination de la « ville d'accueil » se fait majoritairement seul plutôt qu'accompagné. En effet, 53% des expatriés ont voyagé seul.

Lorsque vous avez quitté la Réunion, vous avez voyagé...



Les sondés ont voyagé:

- Seul: 53%
- En famille: 40%
- Avec des amis: 7%

Cela s'explique sûrement par le prix exorbitant des billets d'avion et donc par l'impossibilité des familles (même pour un seul parent) à accompagner le jeune. Pourtant, les personnes ayant bénéficié d'un accompagnement d'un proche reconnaissent que leur installation aurait été beaucoup plus difficile sans cette présence: la possibilité d'être accompagné par un proche représente un atout dans l'intégration du jeune en mobilité.

Conditions du départ: partir, mais dans quelle ville?

Dans un cas sur deux, les sondés ont eu la possibilité de choisir leur nouvelle ville de résidence.

Pour arrêter leur choix, la présence d'un proche semble être déterminant pour 32% des personnes. Le fait d'avoir, par le passé, déjà visité cette ville, joue également un rôle non négligeable pour 15% d'entre elles.

Niveau d'information sur la ville d'accueil

On relève que plus d'un tiers des sondés n'avaient aucune information sur leur ville d'accueil (36%).

Que connaissiez-vous de votre ville d'accueil ?



Informations sur la ville: 73%

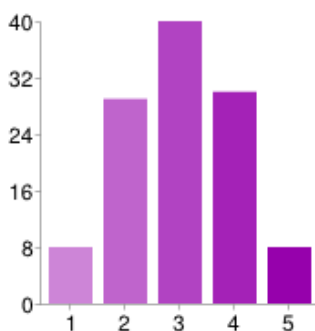
- Je connaissais la ville car j'ai de la famille qui y vit: 17%
- Je connaissais la ville car j'ai des amis qui y vivent: 11%
- J'avais déjà visité cette ville: 25%
- J'ai lu de la documentation sur cette ville: 24%

Aucune information sur la ville: 23%

Difficulté des démarches administratives liées à l'installation

A la question concernant la difficulté ou la complexité des démarches administratives, il apparaît que ces dernières restent compliquées mais bien moins que celles liées au départ : sur une échelle de 1 (simples) à 5 (très compliquées), le chiffre 3 et 4 sont ceux qui ressortent le plus, suivi de très près par le chiffre 2 qualifiant alors ces démarches de relativement simples.

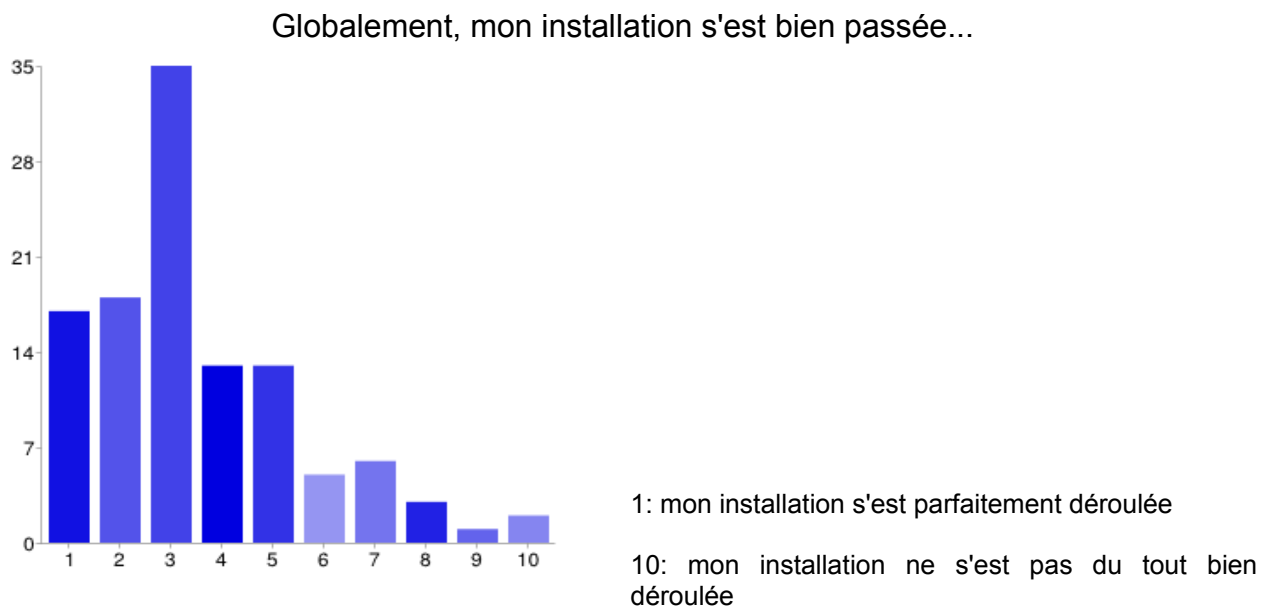
Les démarches administratives liées à votre installation ont été...



1: simples
5: compliquées

Appréciation globale de leur installation

Cette idée se retrouve dans le bilan globalement positif que font les sondés à propos de leur installation. Sur une échelle de 1 (parfaitement passé) à 10 (pas du tout bien passé), la majorité des réponses se situent entre 1 et 5 (bilan positif).



Remontées des doléances

Les doléances sont principalement liées, pour ceux qui sont concernés, **au manque d'informations**, et à **la longueur des délais**. **Se faire aider par un proche** qui réside dans la ville ou qui accompagne semble donc déterminant à ce stade de la mobilité, comme le soulignent la centaine de jeunes Réunionnais interrogés et notamment en ce qui concerne toutes les problématiques liées au logement.

Solutions proposées par l'AERP pour améliorer les conditions d'accueil

AVANT le Départ

- Offrir des informations pratiques sur la ville (notamment sur l'orientation à suivre à la descente de l'avion/ du train)
- Offrir la possibilité de créer des contacts depuis la Réunion: recours à la plateforme web Réseau ALBIUS

APRES le départ / A l'arrivée:

- Offrir la possibilité d'un accompagnement par un proche: réduction du prix du billet d'avion pour le parent accompagnateur, mise en place d'un réseau d'étudiants référents assurant l'accueil des primo-arrivants à la descente de l'avion/ du train et leur accompagnement
- Communiquer sur l'existence des structures associatives

AIDE administrative

- Faciliter les démarches administratives en ayant recours au numérique (démarches en ligne)
- Simplifier les processus de transfert de dossier du Crous

4/ Logement

La thématique “Logement” regroupe des questions relatives aux méthodes de recherche de logement employées par les jeunes ultramarins, aux difficultés rencontrées, notamment celles induites par les origines ultramarines, ainsi que les solutions temporaires pour répondre aux situations d'urgence.

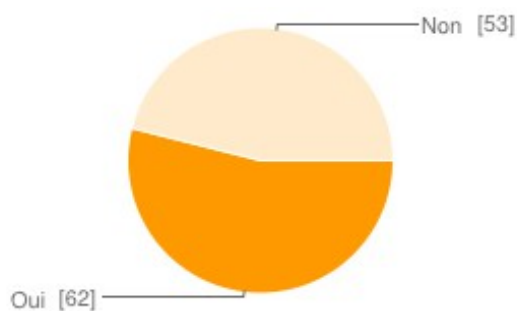
Recherche de logement: à distance ou sur place?

Le logement est l'un des points les plus importants mis en avant par la centaine de jeunes ultramarins ayant répondu au questionnaire. C'est à ce niveau que les difficultés sont les plus perceptibles. En effet, rechercher un logement à distance est une entreprise difficile, qui plus est au sein des grandes métropoles telles que Paris, Lyon, Lille ou Bordeaux.

On pourrait donc penser que la plupart des jeunes se déplacent et trouvent leur logement une fois arrivé sur place mais selon les résultats de l'enquête, c'est la tendance inverse qui apparaît.

En effet, les personnes ayant déjà trouvé un logement avant leur départ représentent 54% des expatriés.

Le jour de votre arrivée, aviez-vous déjà votre logement?



Réponses des sondés :

- Oui: 54%
- Non: 46%

Recherche à distance infructueuse : quelle solution d'urgence ?

On s'intéressera moins à ces personnes qui ont trouvé un logement à distance, qu'à **celles qui ont entamé les recherches depuis la Réunion et qui les ont continué sur place, soit 55% des primo arrivants.**



- En ROUGE: J'ai volontairement attendu d'être sur place pour rechercher un logement: 45%
- En ROSE: J'ai commencé à chercher depuis la Réunion, mais je n'ai pas pu trouver de logement: 55%

A l'arrivée, ces personnes, ont alors dû loger chez de la famille pour 40% d'entre-elles, chez des amis (20%) ou bien à l'hôtel (16%), **augmentant ainsi sensiblement les frais liés au départ et à l'installation.**



Solution d'hébergement temporaire:

- Famille: 40%
- Amis: 20%
- Structures privées (hôtels, gîtes): 34%

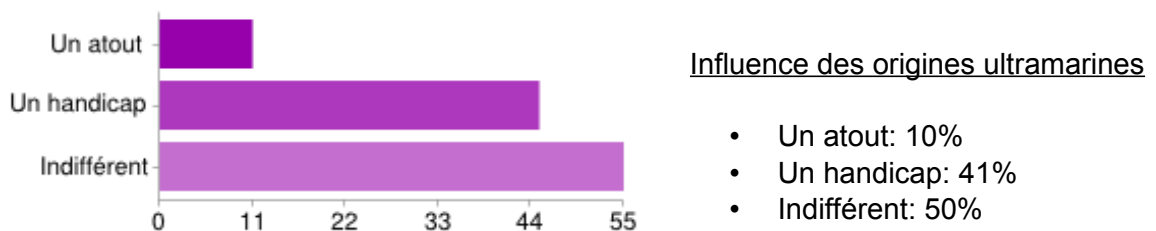
Rechercher un logement: en combien de temps?

Les réponses à la question « Au bout de combien de temps avez-vous trouvé un logement? » sont si hétéroclites qu'elles ne permettent pas de dégager une durée moyenne. En effet, la durée d'une recherche peut varier de **deux semaines à plus d'un an** chez certains sondés.

Les origines ultramarines dans la recherche de logement: Atout ou handicap?

Qu'il s'agisse des personnes ayant trouvé un logement avant le départ ou une fois arrivées, il est intéressant de voir que pour 42% des sondés, le fait d'être Réunionnais est un handicap dans la recherche d'un logement alors que 47% des personnes pensent que ce critère n'a pas d'influence déterminante.

Selon vous, le fait d'être Réunionnais dans votre recherche de logement a été...



Remontées de doléances

Pourtant, **les difficultés rencontrées semblent être bel et bien liées au statut d'ultramarin**. Tout d'abord, les bailleurs font preuve d'une forte **méfiance injustifiée** à l'égard des domiens et sont réticents à leur accorder un logement. D'ailleurs, bien que cela soit illégal, les refus sont multiples en raison de l'**éloignement du garant** et très souvent du fait que son **compte bancaire ne soit pas domicilié en France métropolitaine**.

Pour les personnes ayant leur logement avant le départ, certaines ont été confrontées à diverses mauvaises surprises à l'arrivée: cas d'**arnaque** ou **non conformité** du logement, notamment.

Beaucoup d'expatriés et notamment des étudiants font alors le choix d'une résidence étudiante, ou d'un foyer. Toutefois, là encore des difficultés sont à noter : **longue liste d'attente** et aucune assurance d'avoir un logement, ou bien des problèmes liés aux cautions.

Solutions proposées par l'AERP pour faciliter l'accès au logement

FACILITER les recherches de logement

- Accompagner les jeunes dans leur recherche de logement
- Porter à connaissance le Guide du Logement de l'AERP, véritable guide pratique au format numérique retraçant étape par étape les démarches à suivre pour une recherche de logement à distance, comprenant des renvois de textes juridiques pour palier aux situations abusives
- Favoriser l'accès aux résidences étudiantes (exemple du partenariat réussi entre le Conseil Général de la Réunion et la CIUP)

RESOUDRE la problématique des cautions ultramarines refusées

- Veiller au respect de la loi régissant les limites du propriétaire vis-à-vis du choix du locataire
- Mettre en place un système de Bourse au Logement, comprenant:
 - un réseau de biens immobiliers dont les propriétaires ont pour habitude de louer à des ultra-marins
 - des informations de recherche de colocations
 - des informations sur une proche libération d'appartement
- Créer une caution solidaire pour les primo-arrivants

SOULAGER des charges financières

- Communiquer sur les aides existantes pour faciliter l'accès au logement (aides de la CAF, loca-pass, Mairie de Paris, etc...)
- Aboutir à des tarifs préférentiels au sein des agences immobilières pour les étudiants en recherche de logement

5/ Les finances

La thématique « Finances » s'intéresse distinctement au financement du départ (billet d'avion, frais de scolarité...), et au financement des dépenses courantes, après installation (loyer, charges, courses...). Elle vise à définir les méthodes de financement (personnel, aides...) et évaluer dans quelle mesure les ressources financières influent sur la réussite scolaire et l'intégration sociale des jeunes.

Un projet de mobilité nécessite de mobiliser un investissement initial (billet d'avion, frais de départs, frais d'installation, frais de scolarité, etc) ainsi qu'un financement continu pour couvrir les dépenses mensuelles.

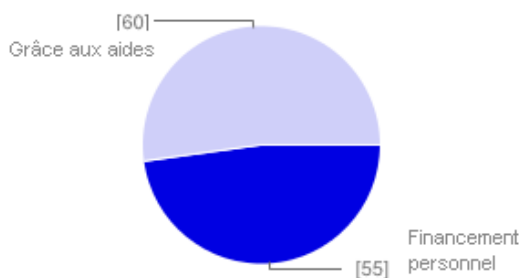
L'aspect financier apparaît comme la barrière principale à la mobilité.

Financement du départ : personnel ou recours aux aides ?

Pour le départ, le financement se divise en deux catégories :

- Les personnes qui ont **financé personnellement** leur départ : **48%** des sondés
- Les personnes qui ont pu partir **grâce aux aides** : **52 %** des sondés

Comment avez-vous financé votre départ?



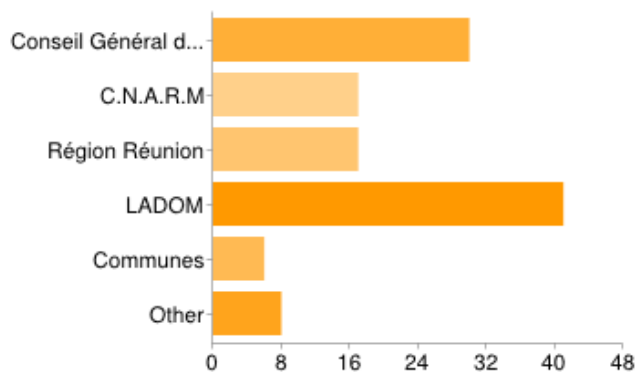
Financement du départ:

- Financement personnel: 48%
- Grâce aux aides: 52%

Les aides disponibles

Pour les sondés ayant bénéficié d'une aide financière, celle-ci provient de plusieurs organismes publics (Etat et collectivités).

La répartition s'effectue comme suit :



Répartition des aides par organisme financeur:

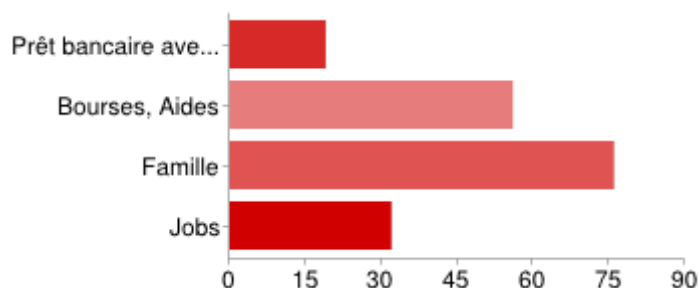
- Conseil Général de la Réunion: 25%
- C.N.A.R.M.*:14%
- Région Réunion: 14%
- LADOM: 34%
- Communes: 5%
- Autres: 7%

*CNARM: Comité d'accueil et d'action pour les Réunionnais en mobilité

Financement des dépenses courantes

Toutefois, ***l'attribution de ces aides ne concerne pas tous les jeunes Réunionnais*** désirant suivre un parcours de mobilité. D'ailleurs, à la question « d'où proviennent vos ressources financières au quotidien ? », 42% des personnes répondent qu'elles proviennent de leur famille, ensuite vient la place des bourses et différentes aides pour 31% du panel et en troisième position, les « jobs » (petits boulots).

Au quotidien, d'où proviennent vos ressources?

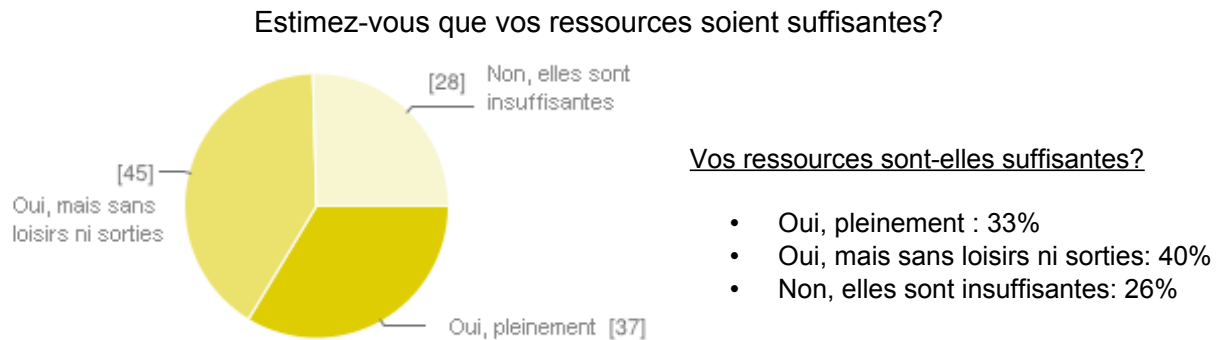


Ressources financières au quotidien:

- Prêt bancaire:10%
- Bourses, Aides: 31%
- Famille: 42%
- Jobs, petits boulots: 17%

Qualité de vie des étudiants

Le ressenti des expatriés est également intéressant à étudier vis-à-vis de leur niveau de vie. Alors que 33% des personnes estiment que leurs ressources sont pleinement suffisantes pour vivre, 40% des personnes pensent qu'elles le sont mais sans loisirs ni sorties.



On remarque que pour 26% des personnes, ces ressources sont insuffisantes. Dès lors, le recours à un job étudiant devient une nécessité. Les répercussions néfastes sont directes : devoir **concilier études et travail à mi-temps double le risque d'échec scolaire**.

Continuité territoriale

Une question concernant la suffisance des ressources pour effectuer un aller-retour vers la Réunion a également été posée dans le questionnaire. Les résultats sont flagrants : malgré d'éventuelles aides, un jeune sur deux n'a pas les moyens financiers de rentrer une fois par an à la Réunion.

Plus qu'une question de confort, le « retour au pays » participe pourtant au bien-être moral des jeunes.

Remontées des doléances

Manque d'informations

Les sondés regrettent de n'avoir pas eu d'**informations exhaustives sur le coût réel d'un départ**. Aux frais d'installation et de scolarité s'ajoutent des frais auxquels on pense moins, tel qu'un budget alloué à l'achat de vêtements pour l'hiver.

Plus encore, **le coût de la vie au quotidien** (loyer, transports, courses, factures...) est souvent **sous-estimé**. Les répondants témoignent ainsi de leurs difficultés à finir le mois. Nombreux sont ceux à devoir concilier études et travail à mi-temps, augmentant ainsi leur risque d'échec scolaire.

Pauvreté financière et pauvreté sociale

40% des sondés affirment avoir des ressources suffisantes pour vivre, mais sans loisirs ni sorties. Plus qu'un confort, ces sorties sont des vecteurs de sociabilité. Le manque d'argent apparaît comme un frein à la vie sociale, voire un facteur d'isolement.

Coût de la vie et gestion du budget

Les sondés habitant Paris soulignent la difficulté cumulée de trouver un logement, et d'assurer le paiement du loyer, malgré les aides de la CAF.

Les sondés regrettent une absence de préparation à la gestion d'un budget.

Solutions proposées par l'AERP pour la thématique Finances

ESTIMATION du budget nécessaire à la mobilité

- Proposer un tableau exhaustif de toutes les dépenses à prendre en compte :
 - Frais d'installation : billet d'avion, frais de scolarité, également frais liés à l'adaptation (vêtements d'hiver)
 - Dépenses courantes : courses alimentaires, loyer, assurance, transport, contrats de gaz et électricité, etc

ADAPTATION des aides

- Mieux prendre en compte l'ensemble des dépenses à la mobilité dans le calcul des aides
- Adapter le montant des aides pour permettre aux étudiants de se consacrer pleinement à leur réussite scolaire
- Lisser les critères financiers de délivrance des aides : la limite est mince entre un revenu ouvrant aux aides et un revenu ne permettant pas d'y prétendre
- Adapter les critères financiers de délivrance des bourses du CROUS en prenant en compte le critère « éloignement du foyer d'origine », permettant aux familles qui dépassent légèrement le revenu limite de bénéficier de la bourse

LADOM – Continuité territoriale

- Réduire le coût des billets d'avion pour les étudiants réunionnais
- Billet A/R annuel offert par LADOM : permettre aux étudiants qui en bénéficient et qui le désirent d'utiliser ce billet à la période qui leur convient le plus (actuellement, obligation d'utiliser ce billet en juillet/ août)

GESTION du porte-feuille étudiant

- Mettre en place un Guide des finances étudiantes, comprenant des conseils pratiques, des astuces, et des informations sur la tenue d'un budget
- Sensibiliser et former les jeunes, avant leur départ, sur la nécessité de veiller au strict respect de leur budget

ALIMENTATION du porte-feuille étudiant

- Permettre aux jeunes, sous hypothèse de compatibilité avec leurs études, d'accéder à des offres d'emploi pour des missions ponctuelles ou à temps partiel (amélioration des conditions de vie et expérience professionnelle tout en s'investissant dans les études)
- Développer des partenariats avec des banques proposant des prêts à de faibles taux

FIN DE MOIS DIFFICILES

- Développer des partenariats avec des banques proposant des découverts non taxés
- Mettre en place une aide ponctuelle d'urgence, sous la forme d'une somme d'un faible montant prêtée sans délai, qui permet, en cas d'imprévu, de finir le mois plus sereinement

6/ Adaptation et insertion sociale

La thématique « Adaptation et insertion sociale » vise à recueillir les ressentis des jeunes ultramarins dans leur nouvelle vie et évaluer leur niveau de satisfaction. Plus encore, cette partie nous permettra de mettre en avant les facteurs d'adaptation et de non-adaptation.

La mobilité représente le point de départ d'une toute nouvelle vie. Une fois installé, le jeune doit, en quelque sorte, repartir de zéro et se constituer un nouveau cercle d'amis. Ici, on s'attache à voir comment les jeunes expatriés se sentent dans leur nouvel environnement.

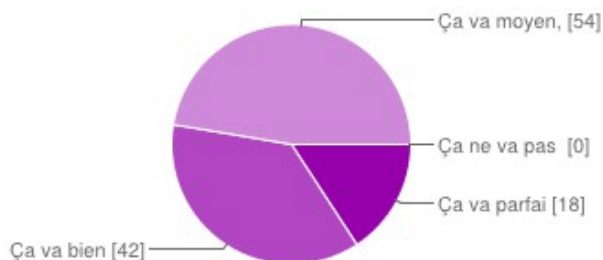
Adaptation à cette « nouvelle vie »

Ainsi, à la question « Aujourd'hui, comment vous sentez-vous dans votre vie d'ultramarin en mobilité ? », sur quatre niveaux disponibles :

- **49% répondent que « ça va moyen avec des hauts et des bas »** (niv. III)
- **35% répondent que « ça va bien »** (niv. II)
- **16% répondent que « ça va parfaitement bien »** (niv. I)

Il est rassurant de constater que sur cent personnes, aucune n'est en situation de détresse dans le sens où personne n'a coché la case « ça ne va pas du tout ».

“ Aujourd'hui, comment vous sentez-vous dans votre vie d'ultramarin en mobilité? ”

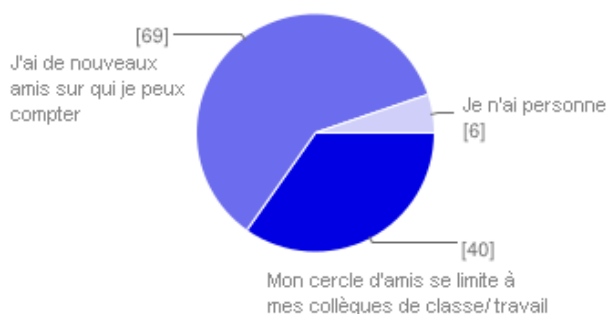


Bien-être des sondés:

- ça va parfaitement bien: 16%
- ça va bien: 37%
- ça va moyenn: 47%
- ça ne va pas du tout: 0%

Réseau social

Les primo arrivants arrivent donc à s'intégrer relativement bien et facilement. En effet, sur 106 personnes, 66 déclarent avoir de nouveaux amis sur qui elles peuvent compter. Pour 36 personnes, le cercle d'amis se limite à leurs camarades de classe/collègues et uniquement 4 personnes déclarent n'avoir personne.



Niveau du réseau social des sondés:

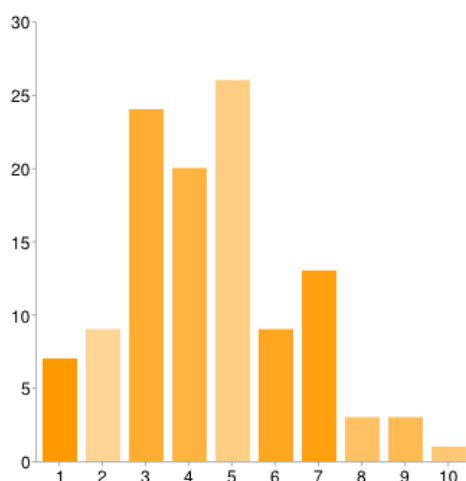
- J'ai des amis sur qui je peux compter: 60%
- Collègues uniquement: 35%
- Je n'ai personne: 5%

Créer de nouveaux repères

Se faire de nouveaux amis n'est pourtant pas si révélateur de l'adaptation.

En effet, à la question « Pour vous, trouver de nouveaux repères a été plutôt.. », sur une échelle allant de 1 (facile) à 10 (difficile), le chiffre retenu est le 5. Le sentiment est donc mitigé.

Après un temps d'adaptation, retrouver des repères a été... (1: facile ; 10: difficile)



Toutefois, ce point n'est pas inquiétant. Il s'explique par la **complexité de l'adaptation**, qui est à la fois **environnementale, sociale, culturelle, climatique**.

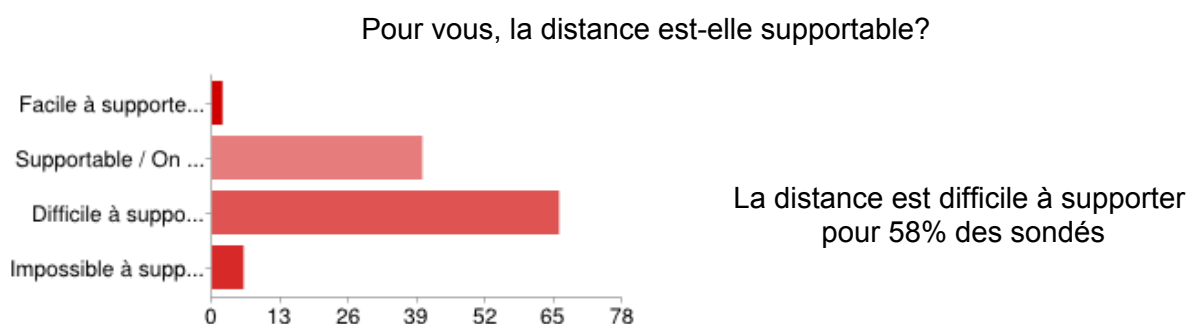
Il faut un temps nécessaire pour prendre ses marques dans ce nouvel univers, différent du contexte réunionnais.

D'ailleurs, nous avons souhaité savoir ce qui manquait le plus aux expatriés.

Facteurs de non-adaptation

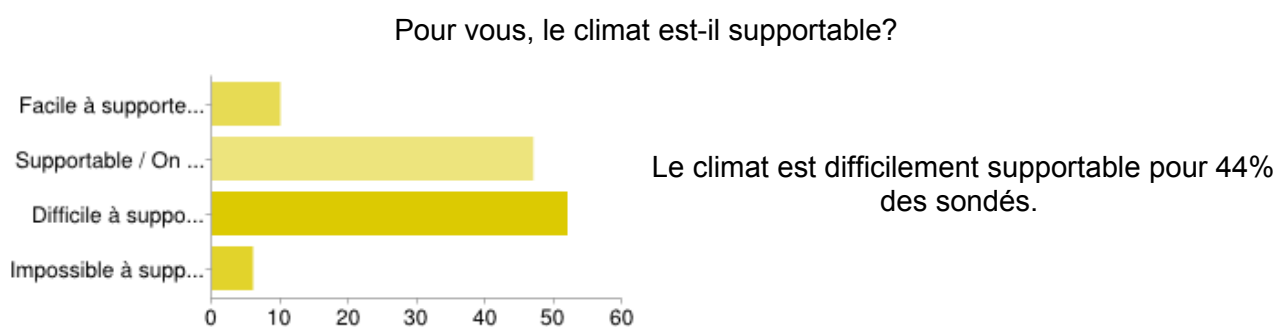
La distance et le manque des proches

Sans surprise, pour 58% des personnes interrogées, c'est la distance et le manque de la famille et des proches qui est le plus difficilement supportable.



Le climat

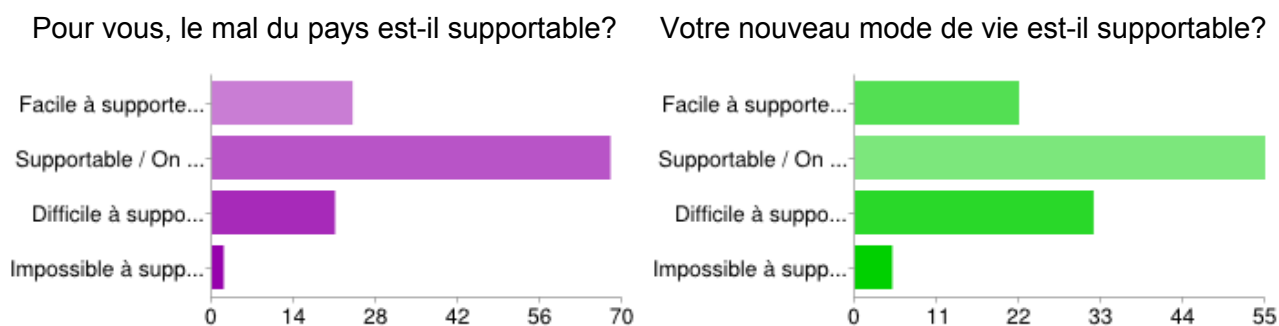
Le climat vient en deuxième position car pour 44% des personnes, le décalage climatique est difficilement supportable et pour 41%, ce décalage est supportable.



Décalages environnemental et culturel

Au vue des réponses, en comparaison avec les items «éloignement » et « climat », les aspects culturels (*mode de vie*) et environnementaux (*mal du pays*) semblent moins impactés les jeunes réunionnais dans leur processus d'adaptation.

En effet, 47% des sondés supportent le décalage culturel (mode de vie) et 57% des sondés supportent le décalage environnemental (mal du pays).



Seuls 18% des sondés supportent difficilement le décalage environnemental.

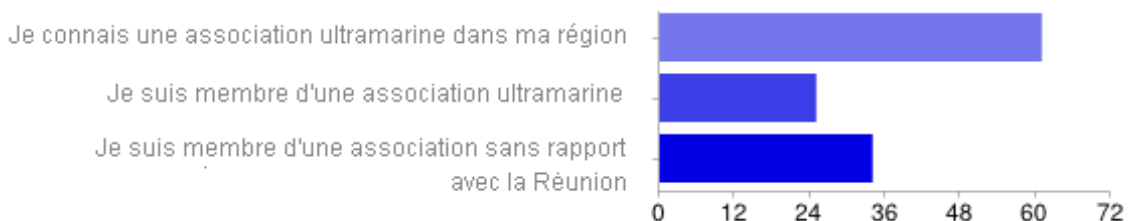
47% des sondés supportent le décalage culturel.

Facteurs d'adaptation

De plus, il apparait que les Réunionnais connaissent au moins une association réunionnaise dans leur ville ou leur région, comme l'indique 52% des personnes interrogées.

L'autre moitié ne semble pas avoir connaissance de la présence d'associations réunionnaise sur le territoire. Cette statistique reflète une nécessité de communiquer sur les structures existantes.

Insertion sociale et vie associative



Remontées des doléances

Les sondés regrettent principalement **le manque d'informations sur les questions relatives aux décalages climatiques, culturels et environnementaux.**

L'idée d'un **parrainage** avec un étudiant déjà installé (Réseau ALBIUS) est saluée. Les sondés précisent que cela est rassurant d'être accueilli par un Réunionnais à l'arrivée et de pouvoir garder une attache avec la Réunion, au travers d'oeuvres associatives, tout en prenant soin de préciser que **l'ouverture vers les autres cultures est une condition sine qua none de bonne intégration sociale.**

Sur le même thème de l'ouverture, les sondés regrettent la stigmatisation des images rattachées aux ultramarins (préjugés, clichés...), source de situations d'exclusion et de **discrimination**, et le manque de connaissance sur la Réunion, duquel découle un **racisme ordinaire** (dévalorisation des diplômes, « français entièrement à part », etc).

Solutions proposées par l'AERP pour faciliter l'insertion sociale des jeunes

PREPARATION au départ

- Informer les jeunes porteurs de projet de mobilité sur les réalités et les spécificités de ce que sera leur quotidien une fois installés (différents décalages)
- Permettre aux jeunes de rentrer en relation avec des structures d'accueil, pas uniquement ultramarines

ACCOMPAGNEMENT du jeune

- Développer le Réseau ALBIUS et les initiatives de parrainage durable, pour un accompagnement dès l'arrivée

OUVERTURE et intégration sociale

- Développer les échanges inter-culturels et inter-générationnels (rencontres associatives)
- Communiquer sur l'existence des structures associatives de la région, véritables vecteurs d'insertion sociale (pas uniquement ultramarines)

LUTTE contre les facteurs de non-adaptation

- Permettre aux jeunes de se ressourcer une fois par an auprès des leurs (éloignement et manque de la famille, mal du pays)
- Conseiller les jeunes, à leur arrivée, sur les bonnes pratiques à suivre pour s'adapter à leur environnement (transport, bonnes adresses, etc)

7/ Etudes, emploi et insertion professionnelle

La thématique « Etudes, emploi et insertion professionnelle » regroupe des questions relatives à la réussite du projet initial, aux perspectives professionnelles des sondés. Elle vise également à évaluer l'influence des origines ultramarines dans l'accès au marché de l'emploi.

Comme vu précédemment, les motifs de mobilité chez les jeunes Réunionnais sont en premier lieu, liés aux études, puis à la recherche d'un emploi.

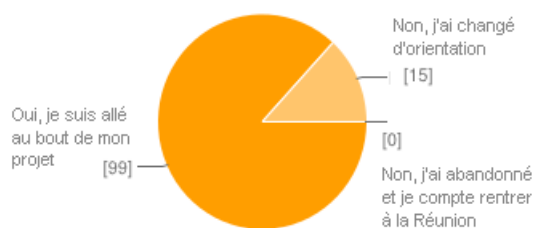
En tout état de fait, qu'il s'agisse de pourvoir un emploi ou de décrocher un diplôme pour accéder à un type d'emploi, **la mobilité s'ancre dans un objectif professionnel**. Elle apparaît comme un outil permettant de l'atteindre.

Taux de réussite

Il est dès lors intéressant d'étudier le pourcentage de réussite des jeunes : combien parviennent à concrétiser leur objectif, et combien sont contraints d'abandonner ou de changer de voie ?

A la question « Êtes-vous allés au bout de votre projet ? », 86% des personnes répondent oui, et 14% disent qu'elles ont abandonné leur projet initial pour se réorienter.

Vous avez quitté la Réunion avec un objectif en tête. Êtes-vous allés au bout de votre projet?



Taux de réussite chez les sondés:

- Oui, je suis allé au bout de mon projet: 86%
- Non, j'ai changé d'orientation en cours: 14%
- Non, j'ai abandonné et je compte rentrer: 0%

N.B. : On constate que 0 % des sondés n'a abandonné son projet et souhaite rentrer à la Réunion. Ce chiffre n'est bien évidemment pas interprétable. Cela ne signifie pas que 100 % des Réunionnais en mobilité aboutissent à un objectif (initial ou survenu en cours de mobilité). Cela signifie simplement qu'à l'instant t, les objectifs des sondés étaient atteints (salariés) ou en cours (étudiants).

Opportunités professionnelles : quelle suite à la mobilité étudiante ?

Une fois les étudiants diplômés, il est intéressant de savoir si ces derniers ont l'envie et/ou la possibilité de rentrer à la Réunion pour y travailler en apportant leurs connaissances et leurs compétences.

- **24% des personnes affirment qu'elles ont la possibilité de rentrer sur l'île, mais elles n'en ont pas envie**

Ce choix est motivé par l'attrait des opportunités offertes sur le marché de l'emploi national, meilleures que celles disponibles au niveau local.

- **27% des questionnés déclarent même vouloir aller à l'étranger**

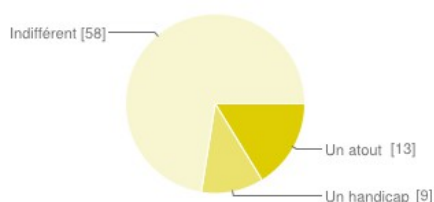
Les diplômés et jeunes actifs réunionnais ont pleinement conscience des réalités du marché de l'emploi local et du potentiel offert par le marché national, européen et international, et sont prêts à s'expatrier pour en profiter.

Origine réunionnaise et recherche d'emploi : atout ou handicap ?

Les Réunionnais sont donc enclins à s'orienter vers les bassins d'emploi où les opportunités professionnelles sont les meilleures. Néanmoins, il est important de savoir, grâce à ce recueil de témoignages, si le fait d'être Réunionnais est davantage un atout ou un handicap dans la recherche d'un emploi.

Sur le panel concerné, **52 personnes n'ont pas relevé l'importance des origines dans la recherche d'emploi. 12 personnes ont jugé que c'était un atout et 9 personnes un handicap.**

Jeunes actifs, selon vous, le fait d'être Réunionnais dans une recherche d'emploi a été...



Influence des origines ultramarines dans la recherche d'emploi:

- Indifférent: 73%
- Un atout: 16%
- Un handicap: 11%

Remontée des doléances

La tendance serait donc que les origines ne jouent pas un rôle déterminant dans la recherche d'un emploi et que quitte à les invoquer, elles peuvent être un atout.

En effet, le fait de s'être expatrié pour ses études ou d'être parti loin de son île peut montrer au recruteur non seulement une forte motivation de la part du candidat mais indique aussi une forte capacité d'adaptation, une ouverture d'esprit et un goût pour le changement.

Cependant, il existe tout de même **une certaine méfiance de la part des recruteurs** comme l'ont indiqué certains sondés. Les recruteurs ont souvent peur que l'étudiant diplômé ou le jeune actif décide de quitter son poste du jour au lendemain pour rentrer chez lui, et sont donc plus réticents à accorder un poste.

Il existe également **des discriminations** comme le délit de faciès ou encore « l'accent créole » qui n'est pas apprécié. Mais ce sont surtout les préjugés qui prédominent : **dévalorisation des diplômes** obtenus dans un département d'outre-mer, cliché sur le rythme ralenti, entre autres.

Solutions proposées par l'AERP pour faciliter l'accès à l'emploi

RESEAUX professionnels

- Organiser des événements à vocation professionnelle : rencontres, échanges, conférences, débats
- Développer les parrainages entre étudiants et anciens étudiants salariés

FORMATIONS aux techniques de recherche d'emploi

- Communiquer sur les séances de Coaching RH, organisées par l'association AKELIO
- Organiser des sessions de formations à la recherche d'emploi: rédiger un CV et une lettre de motivation, se présenter, assurer une veille stratégique, etc

ACCES aux opportunités

- Orienter et motiver les jeunes à suivre des parcours scolaires et professionnels d'excellence (tuer les complexes, avoir de l'audace, ne se fermer aucune porte)
- Informer les jeunes sur les opportunités à l'international
- Communiquer sur tout type d'événements susceptibles d'intéresser les jeunes diplômés en recherche d'emploi : salons, journées portes ouvertes, etc

Synthèse des éléments

Finalement, les orientations des projets à mener et des décisions à prendre se divisent en trois grands groupes.

- D'une part, les associations telles que l'AERP doivent être plus visibles.

Elles doivent concentrer leurs forces à la réalisation de cet objectif. En effet, l'AERP développe des outils d'aides (Guide du Logement) et d'accompagnement (Réseau ALBIUS) pour que le départ, l'installation et l'insertion des jeunes ultramarins se fassent sans heurts. Pour être efficaces, ces informations doivent être accessibles au plus grand nombre.

Les enjeux d'une meilleure communication et d'une meilleure information sont d'apporter aux jeunes porteurs de mobilité à la fois toutes les données leur permettant de se préparer à cette nouvelle vie, et tous les outils existants qui facilitent leur intégration sociale autant que professionnelle.

- D'autre part, les politiques ont un rôle prépondérant à jouer.

Acteurs des politiques publiques, ils sont en mesure d'influencer sur les conditions de vie des ultramarins en mobilité. Qu'il s'agisse des finances (développement des aides ou réorganisation des méthodes d'attribution), ou de la possibilité d'accéder à des opportunités professionnelles uniques,

Les enjeux d'une implication politique forte vis-à-vis de la mobilité des jeunes sont d'apporter des solutions concrètes, efficaces et durables puisque régies par des textes de lois.

- Enfin, tout ultramarin possédant une expérience de mobilité devient acteur de la mobilité des autres.

De part son expérience ou les connaissances qu'il développe, sur son territoire d'accueil ou sa filière, tout étudiant représente une mine d'informations essentielles, et nécessaires à tout étudiant souhaitant suivre un parcours similaire au sein. Il est du ressort des associations ou des organismes publics de fournir à ces deux jeunes un espace immatériel de rencontre et d'échange.

Les enjeux d'une mobilisation de chaque étudiant en mobilité sont l'amélioration continue des conditions de mobilité, par l'augmentation croissante des connaissances sur celle-ci, et le développement naturel d'un réseau de parrainage aux répercussions positives dans tous les domaines : intégration sociale, réseau professionnel, développement personnel.

Conclusion

Grâce à ce questionnaire, l'AERP a désormais une idée plus précise des besoins et des attentes des jeunes réunionnais en mobilité.

Tout d'abord, on peut affirmer que **la mobilité est plutôt bien accueillie chez les jeunes Réunionnais**. En effet, ce dernier est plutôt enthousiaste à l'idée de quitter son île pour se former ou trouver un premier emploi. Si cette mobilité reste relativement peu développée, il est judicieux de constater que ceci est lié non seulement à un manque d'informations, de visibilité et *de facto* d'accessibilité (quant aux aides sociales, quant à la présence d'associations sur le territoire métropolitain) mais aussi à une autocensure financière (prix exorbitant lié au départ et coût de l'installation).

Une fois installé, le jeune ultramarin en mobilité s'intègre rapidement et durablement à son nouvel environnement. Naturellement, il est confronté à une période d'adaptation marquée par des temps durs, liés à l'éloignement et aux changements climatiques et culturels. Cependant, rien d'inquiétant n'est à signaler car, même si tous évoquent le besoin de se ressourcer, les souhaits de retour définitif à la Réunion sont quant à eux, loin d'être systématiques.

A ce jour, les réponses collectées s'orientent davantage vers une étude de la mobilité étudiante. Les jeunes Réunionnais s'expatrient d'abord pour débiter ou poursuivre un cursus universitaire. L'aspect « partir pour une recherche d'emploi » intervient dans une moindre mesure.

Il est intéressant de souligner que pour la majorité des jeunes ultramarins diplômés suite à un parcours de mobilité, l'attrait de la France métropolitaine et de l'étranger est bien plus fort qu'une perspective d'un retour vers la Réunion. En effet, dans cette enquête, la majorité des jeunes actifs affirme avoir la possibilité de rentrer sur leur île mais ne le font pas, **poussés par la conscience des opportunités offertes par le marché national et international.**

Ces éléments démontrent que malgré les difficultés rencontrées, les ultramarins en mobilité font montre de détermination et d'ambition. Il apparaît clairement que c'est en travaillant simultanément avec les structures publiques, les associations, et les étudiants eux-mêmes, que ces difficultés sociales, financières et pratiques laisseront peu à peu la place à un terrain d'expression du potentiel de cette jeunesse dynamique.